

**Assemblée générale Conseil de sécurité**Distr.
GENERALE

UN LIBRARY

SEP 20 1983

A/38/431
S/15991 ✓
20 septembre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/38/431/15991

LEE GENERALE
-huitième session
41 de l'ordre du jour provisoire*
ON DE CHYPRECONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 16 septembre 1983, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du
20 septembre 1983 qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de l'Etat
turc de Kibris.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette
lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du
jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,Représentant permanent,(Signé) A. Coskun KIRCA

ANNEXE

Lettre datée du 16 septembre 1983, adressée au
Secrétaire général par M. Nail Atalay

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du 16 septembre 1983, qui vous est adressée par M. Rauf R. Denktas, président de l'Etat fédéré turc de Kibris.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de l'Etat
fédéré turc de Kibris,

(Signé) Nail ATALAY

APPENDICE

Lettre datée du 16 septembre 1983, adressée au
Secrétaire général par M. Rauf R. Denktas

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que la présence annoncée de M. Kyprianou à la tête de la délégation chypriote grecque qui prétend représenter légalement l'ensemble de la République de Chypre à la trente-huitième session de l'Assemblée générale serait non seulement absolument contraire à la Constitution mais encore ne correspondrait en rien à la situation, de jure ou de facto, qui règne à Chypre. En conséquence, tout ce qui sera dit ou fait au nom de la République de Chypre par cette délégation constituera un excès de pouvoir et sera donc considéré comme nul et non avenu par la population turque de Chypre et par ses représentants légitimes.

En me référant aux communications que je vous ai adressées précédemment à ce sujet (A/9791-S/11531 du 4 octobre 1974; A/10256-S/11825 du 19 septembre 1975; A/31/261 du 11 octobre 1976; A/32/233-S/12403 du 27 septembre 1977; A/33/336-S/12905 du 24 octobre 1978; A/34/478 du 18 septembre 1979; A/35/449-S/14173 du 12 septembre 1980; A/36/486-S/14681 du 10 septembre 1981 et A/37/467-S/15415 du 21 septembre 1982), je tiens à vous rappeler que, dans la République binationale et bicommunautaire de Chypre, dont le peuple turc chypriote est l'un des cofondateurs et partenaires, c'est à un gouvernement bicommunautaire, composé comme il se doit de représentants des deux communautés, conformément aux dispositions de la Constitution de 1960, que les Chypriotes, aussi bien turcs que grecs, sont liés par le devoir de loyauté. L'administration que représente M. Kyprianou dans le sud de Chypre, bien qu'elle prétende, de façon usurpatrice, être le gouvernement de la République, est entièrement composée de Chypriotes grecs et n'engage pas, ni ne peut légalement prétendre engager les deux communautés de Chypre. De même, et pour les mêmes raisons, l'aile chypriote turque de la République n'a pas, ni n'a jamais eu, d'obligation juridique ou constitutionnelle non plus qu'aucun devoir de loyauté envers une autorité composée uniquement de représentants de l'aile grecque chypriote de la République.

Ce sont les principes, énoncés dans la Constitution de 1960, qui sont au coeur de la question, et la persistance des Chypriotes grecs à défendre leur position erronée et insoutenable révèle qu'ils ne croient guère en une solution juste et durable et qu'ils ne désirent pas négocier sérieusement le rétablissement d'une république représentant les deux communautés, sur la base des nouvelles formules convenues d'un fédéralisme bizonal et bicommunautaire qu'ils ont détruit par la force il y a 20 ans.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Président de l'Etat
fédéré turc de Kibris,

(Signé) Rauf R. DENKTAS